

L'aventure coloniale française

Présences françaises dans les principautés et les ports ottomans

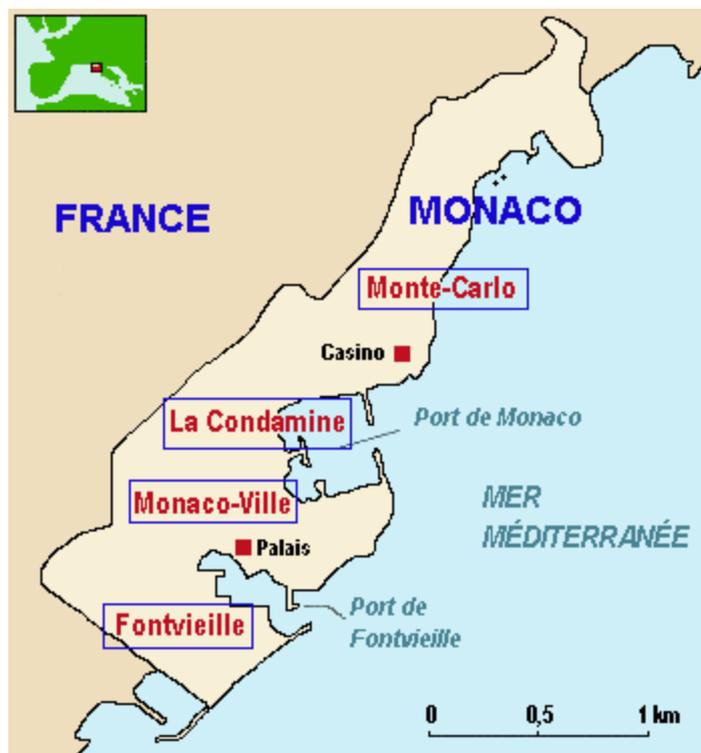
et

Occupations militaires françaises dans le monde suite aux deux guerres mondiales

On a constaté les présences françaises dans le monde, dues aux différentes sortes de colonisation, mais il en existe sous d'autres formes, et notamment celle des occupations militaires liées aux deux guerres mondiales.

Les présences françaises dans deux principautés limitrophes de la France

Monaco



Carte de Monaco

Cette Principauté riveraine de la Méditerranée enclavée dans le département des Alpes Maritimes, a appartenu à la France de 1793 à 1814.

En 1792, la région des Alpes-Maritimes est principalement composée du comté de Nice, province du royaume de Sardaigne limitrophe de la toute jeune Première République française. Les

Grimaldi en sont les souverains depuis 1297.

La principauté de Monaco occupe une frange de littoral à l'Est de Nice. La République de Gênes se situe légèrement plus loin sur la côte ligure.

Après le déclenchement de la guerre de la Première Coalition, l'armée du Midi de la République française occupe Nice le 29 septembre 1792.

En octobre, elle occupe une partie du comté, mais se heurte à la résistance sarde dans les hautes vallées. Pendant 18 mois, la République française et le royaume de Sardaigne se livrent à une guerre de montagne ; le comté de Nice n'est entièrement conquis qu'en mai 1794 et la résistance intérieure des Barbets se poursuit pendant des années.

Bien que la France n'occupe pas la totalité du territoire, la Convention nationale déclare néanmoins l'annexion du comté de Nice le 31 janvier 1793.

La région est organisée en département des Alpes-Maritimes le 4 février 1793.

Le 14 février 1793, la principauté de Monaco est annexée au tout jeune département. Monaco et donc réunie à la France.

Les premières élections à la Convention ont lieu le 17 avril : Joseph Séraphin Dabray, Jean Dominique Blanqui et Ruffin Castus Massa sont les premiers élus du nouveau département.

En 1796, le général français Napoléon Bonaparte lance depuis Nice la première campagne d'Italie. Le 18 avril 1796, le roi de Sardaigne Victor-Amédée III capitule à Cherasco ; l'armistice de Cherasco lui impose le 28 avril de se retirer de la Première Coalition.

Le 15 mai, le traité de Paris entérine l'annexion du comté de Nice par la France.

La République ligurienne est créée en juin 1797 à partir de la République de Gênes. « République sœur », il s'agit d'un simple État satellite de la France qui est finalement annexé le 6 juin 1805. Sa partie occidentale est alors rattachée aux Alpes-Maritimes.

En 1814, l'issue de la Campagne de France met fin aux Alpes-Maritimes. Le roi de Sardaigne Victor-Emmanuel I^{er} reprend contrôle du comté de Nice le 23 avril 1814.

La ville de Monaco est ensuite placée sous protectorat du Royaume de Sardaigne par le congrès de Vienne jusqu'en 1860.

La République de Gênes est rétablie le 26 avril avant d'être annexée par le royaume de Sardaigne le 28 juin.

Le 30 mai 1814, le Traité de Paris replace la France dans ses frontières de 1792, consacrant la dissolution du département et le retour à l'indépendance de Monaco.

La principauté redevient indépendante en 1860.

En 1861, un traité franco-monégasque assure la souveraineté de Monaco, son intégrité est garantie par la France avec laquelle elle possède de nombreuses attaches administratives.

Andorre



Carte d'Andorre

Cette petite principauté d'une superficie 465 km², composée de six paroisses : Canillo, Encamp, Ordino, Lassana, Andorre la Vieille, Sant-Julia-de-Loria, est située au sud de département français de l'Ariège.

Elle est soumise à **la suzeraineté de l'évêque d'Urgell et de la France depuis 1607.**

Le combat ordonné par **Charlemagne** contre les Arabes dans les Pyrénées en 788 marque la création véritable de l'Andorre.

La tradition dit qu'un Andorran, **Marc Almugàver**, a conduit 5 000 de ses compatriotes à Puymorens et à Campcardos où les hommes de Charlemagne livraient le combat contre les Sarrasins.

Le futur empereur d'Occident, reconnaissant, aurait alors déclaré les Andorrans comme « peuple souverain » et leur aurait fourni une charte. L'histoire véritable se mêle ici aux légendes et il est difficile de savoir comment l'Andorre a réellement obtenu son indépendance. Il est cependant sûr que Charlemagne a fait de l'Andorre une partie de la *Marca Hispanica*. Cette marche, constituée d'États tampons, protégeait la France de nouvelles invasions arabes.

Le départ des Arabes permet la reconstruction de la cathédrale de La Seu d'Urgell, toute proche, et le jour de sa consécration, en 839, les Andorrans apportent à l'évêque le commandement de leurs six nouvelles paroisses, Andorre et Lòria, Canillo, Encamp, La Massana, Ordino et Santa Coloma.

Au IX^e siècle, le petit-fils de Charlemagne, **Charles le Chauve**, nomme le **comte Sunifred I^{er}** de Cerdagne-Urgell comme suzerain d'Andorre.

Le 27 janvier 1133, Ermengol VI, comte d'Urgell, donne ses terres andorranes au diocèse d'Urgell, à la tête duquel se trouve l'évêque d'Urgell.

Les Andorrans acceptent la nouvelle suzeraineté lorsqu'ils prêtent serment à l'évêque, en 1186 et 1199.

Le contrôle du territoire passe à l'évêque du Diocèse d'Urgell, en partage avec le vicomte de Caboet, seigneur d'Andorre. Les deux coseigneurs (laïc et ecclésiastique) s'affrontent souvent à

propos de leurs droits sur les vallées d'Andorre.

Les évêques d'Urgell imposent rapidement et sans mal leur pouvoir sur l'Andorre. Mais l'environnement politique de l'époque, dangereux, les conduit à craindre la perte de leur territoire.

En effet, les seigneurs catalans ne cessent de changer leurs alliances et s'opposent de plus en plus fermement au pouvoir religieux.

Ainsi, le 19 juillet 1159, l'évêque **Bernard Sanç** signe un traité avec le vicomte **Arnaud de Caboet**, un noble catalan. Ce traité confirme la souveraineté de l'évêque sur l'Andorre en même temps que le pays devenait un fief des Caboet.

Cependant, les deux signataires ne se soutiennent pas vraiment, notamment parce que les Caboet étaient cathares.

En 1185, les droits de suzeraineté des Caboet sur l'Andorre passent à la **famille de Castellbó**, autre maison catalane.

Quelques années plus tard, en 1208, **Ermesenda de Castellbó i Caboet** se marie à **Roger-Bernard II de Foix**, l'Andorre revient donc à la maison de Foix.

Le temps et les alliances entre seigneurs n'atténuent pourtant pas les divergences entre les détenteurs des droits sur l'Andorre et les évêques d'Urgell, qui ne s'entendent pas avec les comtes de Foix. **Pierre II de Catalogne** s'impose après son couronnement comme l'arbitre du conflit, grâce à sa puissance et sa supériorité sur les antagonistes.

En 1278, le conflit est finalement résolu par la signature d'un paréage, partageant la souveraineté d'Andorre entre les deux seigneurs, Monseigneur **Pere d'Urg** et **Roger-Bernard III de Foix**, qui deviennent *coprinces d'Andorre*.

Le paréage, une institution féodale reconnaissant le principe de l'égalité des droits partagés par les deux voisins, a donné au petit État son territoire et sa forme définitive. En retour de la protection des deux seigneurs, les Andorrans devaient payer un impôt, la *Qüèstia*. Celle-ci consistait à un paiement en nature, le pays étant trop pauvre pour fournir de l'argent ; ainsi, les Andorrans offraient chaque année aux deux souverains des denrées alimentaires comme du pain, du lait.

Quelque temps après la signature du premier paréage, le comte **Roger-Bernard III de Foix** profite des lacunes du texte pour faire construire un château sur le Puy Sant Vincenç, d'où il peut contrôler l'évêque. Ce dernier exige donc un deuxième paréage. Il est signé en 1288 et, tout en confirmant le premier, il oblige les signataires à s'entretenir et à obtenir le consentement de l'autre avant la construction d'un système défensif en Andorre

Les années passant, le titre est transmis aux rois de Navarre puis **au roi de France Henri IV**.

En 1607, un édit établit le chef de l'État français et l'évêque d'Urgell comme coprinces de l'Andorre et il en est toujours ainsi actuellement.

La présence française dans des ports ottomans de la mer Égée

Cinq ports ottomans de la côte Nord de la mer Égée

Dans ces cinq ports ottomans de **Cavalle, Port Lagos, Dedeagh, Enos et Volo, des Français se sont installés pour faire du commerce** dès le XIX^e siècle.

Des bureaux de poste sont mis en service dès le début du XIX^e siècle, ils atteignent leur apogée un siècle plus tard, au début du XX^e siècle.

Ces bureaux de postes français, créés à l'étranger, consistent en un réseau de bureaux à l'échelle mondiale dont le but est essentiellement de faire face à la carence des postes locales et de favoriser les relations postales indispensables à la bonne marche des entreprises et des commerçants français et européens.

Les timbres tout comme les pièces de monnaie et billets de banque sont des témoignages incontestables des présences françaises dans le monde.

Les cinq petits bureaux situés sur la côte nord de la mer Égée, présentent un certain nombre de points communs :

Ils sont tous situés sur la côte Nord ou Nord-ouest de la mer Égée.

Deux d'entre eux (**Volo et Enos**) ont eu une durée de fonctionnement très brève; les trois autres ont fonctionné plus longtemps mais, ouverts tardivement (1874), ils n'ont utilisé que brièvement l'annulation des timbres au moyen d'un losange de points à Grands Chiffres.

Par contre, les oblitérations par un timbre à date, étalées sur une plus longue période, se rencontrent assez fréquemment.

Ces « petits » bureaux, dont le trafic postal était peu important, n'effectuaient qu'un service réduit. Ils étaient gérés, non par l'administration postale, mais par des agents de **la compagnie française des Messageries Maritimes**. La plus grande partie de l'activité commerciale de cette côte était en effet concentrée à Salonique.

La compagnie assurait plusieurs types de lignes : lignes commerciales pour le transport de marchandises et de passagers et lignes subventionnées par l'État pour les lignes postales.

Comme d'autres compagnies de navigation, puis d'aviation et d'agences de voyages, les bureaux parisiens des Messageries Maritimes étaient implantés dans le quartier de la Madeleine à Paris, occupant un grand immeuble, entre le boulevard de la Madeleine et la rue de Sèze, les rues Vignon (22 fenêtres en façade) et Godot de Mauroy. Quartier prestigieux mais arpenté par des prostituées de luxe, ce qui inspira à un humoriste le dicton suivant : « Les Messageries font le tour du Monde... mais le demi-monde fait le tour des Messageries »

Cavalle

Fondée par les Grecs sous le nom de NEOPOLIS, cette ville de la côte Nord de la mer Égée fut, pendant plusieurs siècles, une forteresse byzantine.

Au XIX^e siècle, le port se développe grâce, en particulier, à l'industrie du tabac. Son nom grec actuel est KAVALLA.

Un bureau postal de distribution y ouvert de 1874 à 1914, date de l'annexion de cette ville à la Grèce.

Durant la courte période d'utilisation du Grand Chiffre 5156 (1874-1876), 54 timbres ont reçu ce cachet oblitérant. Ce chiffre est, de loin, le plus élevé parmi les quatre petits bureaux ayant utilisé un Grand Chiffre.



Série de 9 timbres Paix et commerce Cavalle 1893

De nombreux timbres à peu près identiques, annulés par le Timbre à date 22 ou 24 de CAVALLE, sont émis : ce sont les timbres type Blanc Merson de 1903



Série de 7 timbres type Blanc Merson 1903

Port Lagos

Ce port de Thrace est situé entre Cavalle à l'Ouest et Dedeagh à l'Est, sur la côte nord de la mer Égée au Nord-Est de l'île Thasos, et utilisé comme escale par la compagnie des Messageries Maritimes.

Un bureau français est ouvert de 1874 à 1875 puis de 1880 à 1898.

Avant 1893, les timbres français portent l'oblitération avec gros chiffres 5154 ou le tampon rond à date.

Après cette date les timbres auront la surcharge "Port-Lagos" ce bureau contrairement au quatre autres fermes en 1898 d'où le nombre peu important d'émission de timbres.

À l'issue des guerres balkaniques et après un court passage sous la domination bulgare, Port-Lagos est annexé par la Grèce en 1914.

Un Bureau postal de Distribution a fonctionné à Lagos à deux reprises : de Janvier 1874 à avril 1875 sous le nom de Lagos ; puis, de 1880 à 1898 sous le nom de Port-Lagos.



Timbres Paix et commerce Port Lagos 1893

Durant la courte période d'utilisation du grand Chiffre (environ 15 mois), l'activité du bureau de Lagos semble avoir été faible (la plus faible, après Enos, des quatre bureaux de cette côte). Quatre timbres isolés seulement ont été vus (une seule fois chacun), oblitérés du GC 5154.

Dedeagh

Ce port de Thrace situé sur la rive Nord de la mer Égée près de l'embouchure de la Maritza s'appelle aujourd'hui Alexandroupolis.

Un bureau de poste y est ouvert de 1874 à 1914.



Trois timbres de la série type Blanc Merson Dedagh 1903

Comme à Cavalle, c'est la culture et l'exportation du tabac qui a permis le développement de ce port, appelé Dedeagatch par les Turcs, puis Alexandroupolis par les Grecs. Ces derniers en reprennent possession en 1914, à l'issue des conflits balkaniques de 1912-1914, et après une courte occupation bulgare.

Un bureau de distribution fut ouvert le 1er janvier 1874 et fermé le 16 Avril 1915.

Ont été répertoriés seulement treize timbres oblitérés du GC 5155 de Dedeagh (dont un seul sur lettre) et quatorze valeurs annulées au moyen du TAD (dont trois sur lettres). L'activité postale de ce bureau était donc très faible.

Enos

Ce port, situé sur la mer Égée, à l'embouchure du bras oriental de la rivière Maritza, fait toujours partie de la Turquie (province de Thrace).

Un bureau postal de distribution, ouvert en janvier 1874, sera fermé en avril 1875.

De tous les bureaux postaux français de l'Empire ottoman, c'est Enos qui a eu la plus faible activité postale.

D'après **Jean Pothion**, il n'existe pas de lettres de ce bureau connues à ce jour. Il semble que les timbres isolés, oblitérés du GC 5153, soient également très rares : deux exemplaires seulement ont été vus dont l'un dans une vente sur Offres de **M. Roumet** en avril 1992 : il s'agissait d'un 40 centimes « Paris » (N°38), seule valeur à être également signalée par **Langlois & François**.

Le second, récemment acquis est un 20 centimes Lauré, défectueux, mais dont le Grand Chiffre 5153, frappé en bleu, est normal et bien lisible. Étant donné la date d'ouverture tardive du Bureau, on peut penser que le timbre a été apporté et utilisé par un voyageur.

Volo

La ville, située au Sud-Ouest de Salonique, au fond du golfe du même nom, a été construite dans un lieu très anciennement habité, à proximité du site mycénien d'Iolcos.

Au XIX^e siècle, le port connaît un important développement qui s'accroît après son rattachement à la Grèce en 1881.

Un bureau postal de distribution ouvre de 1857 à 1861, le losange de points 4019 lui est attribué ; mais, à ce jour, aucun timbre et, a fortiori, aucune lettre, oblitérés au moyen de ce petit chiffre, n'ont été retrouvés.

Après une longue période de suppression, ce bureau de poste est de nouveau ouvert de 1879 à 1881, date du rattachement du port à la Grèce.

Durant ce laps de temps, il utilise un timbre à date de type 22.



Timbre jaune 25 centimes type allégorique Paix et commerce et cachet pour Volo 1881

Cependant, durant la période de fermeture, des timbres français utilisés à VOLO ont été oblitérés au moyen de divers tampons ayant des origines variées.

Avant 1861, on ne connaît aucun timbre, détaché ou sur lettre, qui soit oblitéré au moyen du Petit Chiffre 4019, pourtant attribué à Volo.

Durant la période s'étendant de 1879 à 1881, il existe des timbres, isolés ou sur lettre, oblitérés au moyen du Timbre à Date au type 22. Ces timbres sont le plus souvent des 25 centimes bistre/ jaune (N° 92).

Quant à la période intermédiaire durant laquelle le bureau a été fermé, on sait que des timbres français ont été régulièrement utilisés et que des moyens variés ont été utilisés pour leur annulation.

Par ordre de fréquence, on rencontre tout d'abord le « P.P. » encadré (de type italien ou turc d'après J. POTHION). On voit ensuite de façon relativement fréquente la griffe linéaire « Coi Postali Francesi ». Enfin, beaucoup plus rarement, on peut voir un cachet ovale « S.M. des M.I. » (Société Maritime des Messageries Impériales) ainsi qu'un cachet commercial de la maison « Félix Nobili - Volo ».

Enfin, il faut dire que des lettres en provenance de Volo durant cette période et non oblitérées au départ, voient leurs timbres annulés à l'arrivée à Marseille, généralement par le G.C. 2240 de cette ville.

Le 25 centimes jaune (N°92) est le timbre le plus courant et il est presque toujours oblitéré au moyen du Timbre à Date au type 22. Il a été vu également quatre exemplaires du 30 centimes au

type (N°69), quatre du 25 centimes. Noir/Rouge (N°91) et enfin une lettre affranchie par six exemplaires du 5 centimes Type II (N°75).

Une île du Sud de la mer Égée

La Crète, île de la Méditerranée orientale, dominée par les Turcs, devient autonome sous contrôle international en 1898.

La France y ouvre 6 bureaux de poste en 1899 qui fermeront en 1913 avec l'annexion de la Crète par la Grèce.

Les bureaux de poste français en Crète ont fait partie d'un ensemble de bureaux de poste gérés en Crète par des puissances étrangères dans les années 1900 après la rupture d'avec l'Empire Ottoman et avant son union avec la Grèce.

Six bureaux furent ouverts (Candie, La Canée, Hiepapatra, Rethymno, San Nicolo et Sitia) qui furent définitivement fermés le 31 décembre 1914.

La France a émis des timbres-poste pour la Crète en 1902 et 1903. Il s'agissait d'une première série de quatorze valeurs aux types **Blanc** (1c, 2c, 3c, 4c, 5c), **Mouchon** (10c, 15c, 20c, 25c, 30c) et **Merson** (40 c, 50c, 1fr, 2fr, 5fr).



Les trois séries émises pour la Crète :

Première ligne : type Blanc, valeurs : 1, 2, 3, 4 et 5 centimes

Deuxième ligne : type Mouchon, valeurs : 10, 15, 20, 25 et 30 centimes

troisième ligne : typer Merson, valeurs : 40 et 50 centimes, 1,2 et 5 francs.

En 1903, les Merson et le 25 centimes Mouchon sont surchargés avec leur valeur en piastres.



Timbre 5 francs type Merson surcharge 20 piastres



Timbre 25 centimes Mouchon surcharge 1 piastre

L'occupation française en Europe suite aux deux guerres mondiales :

Sarre



Carte de la Sarre

Ce territoire de 2567 km², ayant pour capitale Sarrebröück, est détaché de l'Allemagne pour quinze années en 1919. Il est administré par l'autorité militaire française puis par une commission internationale **contrôlée par la SDN**.

En effet, **à la suite de la Première Guerre mondiale** et des dispositions du traité de Versailles, la France **reçoit de la Société des Nations** et au titre des dédommagements, **le mandat d'administrer, de 1920 à 1937, le territoire du Bassin de la Sarre** (en allemand, *Saarbeckengebiet*), qui comprend essentiellement **des mines de charbon (houille)**.

Il s'agit d'un territoire autonome, détaché de celui de la République de Weimar.

La France qui est sur place en 1919, fournit l'administration nécessaire et notamment le monnayage et le système postal.

Des billets de 50 centimes et 1 franc sarrois sont alors imprimés en 1919 au sein des Mines domaniales de la Sarre, un bassin houiller exploité par la France.



Billet 50 centimes « Mines domaniales de la Sarre » 1919
avers



Billet 50 centimes « Mines domaniales de la Sarre » 1919
revers



Billet 1 franc vert « Mines domaniales de la Sarre » 1919
avers



Billet 1 franc vert « Mines domaniales de la Sarre » 1919
revers



Billet 1 franc rouge « Mines domaniales de la Sarre »
1919 avers



Billet 1 franc rouge « Mines domaniales de la Sarre »
1919 revers

En 1920, quatre autres nouveaux billets sont émis par les Mines domaniales de la Sarre : 5, 10, 50 et 100 francs.



Billet 5 francs vert « Mines domaniales de la Sarre » 1920
avers



Billet 5 francs vert « Mines domaniales de la Sarre » 1920
revers



Billet 10 francs violet « Mines domaniales de la Sarre »
1920 avers



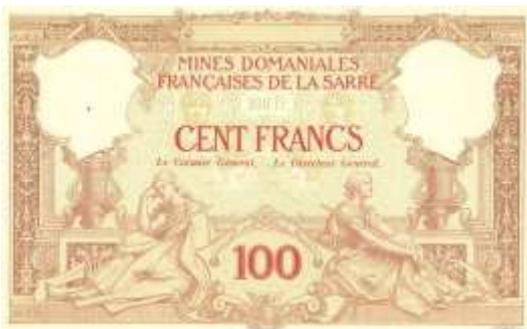
Billet 10 francs violet « Mines domaniales de la Sarre »
1920 revers



Billet 50 francs jaune « Mines domaniales de la Sarre »
1920 avers



Billet 10 francs jaune « Mines domaniales de la Sarre »
1920 revers



Billet 100 francs sépia « Mines domaniales de la Sarre »
1920 avers



Billet 100 francs sépia « Mines domaniales de la Sarre »
1920 revers

Mais ce n'est qu'en mai 1921 que le franc français remplace officiellement le mark.

Début 1920, les premiers timbres portant mention de la Sarre sont des timbres de l'Empire allemand aux types *Germania* et *Hôtel des postes*, et de Bavière surchargés.

La surcharge donne le nom « SARRE » et raye le nom du pays imprimé d'une barre noire pour les timbres allemands et de trois traits parallèles pour les bavarois. **Ces séries sont démonétisées dès le 15 septembre 1920.**

Les 10 avril et 21 octobre 1920, sur de nouveaux timbres d'Allemagne aux mêmes types, est imprimée en surcharge le nom « SAARGEBIET » (région de la Sarre) sur la mention « DEUTSCHES REICH ».

Le dernier timbre *Germania* surchargé est émis le 4 février 1921 et abaisse la valeur d'un 75 pfennig à celle de 20 pfennig.



Série de 17 timbres de la Sarre, Germania, 1920



Série de 20 timbres de la Sarre, SAARGEBIET, 1920

Les premiers timbres fabriqués spécialement pour la Sarre sont émis entre le 19 février et le 21 avril 1921. Ils sont illustrés de monuments historiques et de paysages industriels locaux, dans un cadre décoré. Démonétisés le 1^{er} mai, une partie est surchargée à Paris pour resservir avec une nouvelle faciale, le reste est incinéré.

Les timbres surchargés et la série de 1921 sont démonétisés le 1^{er} mai 1921 à cause de l'introduction du franc français sous la forme du **franc sarrois** dans le territoire, même si le mark allemand est toléré jusqu'au 1^{er} décembre 1923.

Les paysages industriels ou culturels sarrois de 1921 se poursuivent pendant la période 1921-1934.



Série de 14 timbres de la Sarre, Paysages industriels et culturels sarrois, 1921

D'abord en typographie avec le cadre richement orné, les timbres représentent par exemple l'hôtel de ville de Sarrebruck, la tour de Mettlach, la vallée de la rivière Sarre, ainsi que pour l'industrie : un mineur au travail, un puits d'extraction du charbon, des moyens de transport de ce minerai. En 1922, ces illustrations sont réémises sur des timbres de dimension plus grande.

À partir de 1925, les timbres sont imprimés en héliogravure par Hélio-Vaugirard, à Paris. Le dessin est plus fin et les thèmes se diversifient. Les paysages restent avec des églises, des fontaines et des villages de la Sarre, ainsi qu'un puits de mine et une vue des hauts-fourneaux de Burbach.

Cependant, les deux premières séries à bénéficier de l'héliogravure sont religieuses (la *pietà* de la chapelle de Blieskastel) en avril 1925 et une émission à surtaxe au profit du Secours populaire (*Volkshilfe*) en octobre 1926. Sur les quatre timbres de cette dernière, sont montrés un aveugle et son chien guide, une infirmière soignant un malade, deux jeunes enfants buvant à une source, et une mère tenant son nouveau-né.

De 1928 à 1934, les séries de bienfaisance sont omniprésentes dans les nouvelles émissions, même si les séries de 1922 à 1927 sans surtaxe ne sont pas retirées de la vente.

Les séries *Volkshilfe* sont imprimées sans surtaxe mais sont vendues plus cher que la valeur faciale postale. Elles sont omniprésentes de 1928 à 1934 : scènes de secours (une enfant aidant un mendiant aveugle, un homme offrant du pain à un nécessiteux, une famille dans la misère).

Les scènes montrent la pauvreté et les actes de générosité et de charité nécessaires. Les images pieuses sont utilisées : la parabole du Bon Samaritain, saint Martin coupant son manteau en deux. En 1932, des vues touristiques portent la mention « VOLKSHILFE ».



Série de timbres de la Sarre, VOLKSHILFE, 1927

En 1934, la dernière série inédite utilise sept statues de Luca Pozzi conservées dans l'église Saint-Louis de Sarrebruck pour représenter des problèmes (les soucis) et les sentiments positifs (amour, paix, consolation, abondance et vérité dans l'ordre des valeurs faciales. Le dernier timbre est d'inspiration religieuse : le gisant de la comtesse Élisabeth, comtesse de Nassau-Sarrebruck, en position de prière, conservé dans l'abbaye de Saint-Arnual.

En 1933, trois timbres sont vendus au double de leur valeur faciale pour venir en aide aux victimes de l'explosion d'un gazomètre à Neunkirchen : 68 morts, 190 blessés et les personnes sans-logis après l'effondrement de leurs maisons.



Série de 7 timbres de la Sarre, Aide aux peuples, Statues, 1933-1934

Les seuls timbres émis sans surtaxe après 1928 sont donc ceux de poste aérienne (*Luftpost*) émis en septembre 1928 (50 centimes et 1 franc) et avril 1932 (60 c. et 5 F.), et un timbre de 90 centimes sur la Caserne Vauban de Sarrelouis en avril 1932.

Les timbres de 1928 montrent un Breguet XIV au-dessus de Sarrebrück et ceux de 1932 un Focke-Wulf A-17 décollant de l'aérodrome de Sarrebrück.

Une dernière série de 4 timbres de poste aérienne est émise en 1935.



Série de 2 timbres de la Sarre, poste aérienne 1928



Série de 2 timbres de la Sarre, poste aérienne 1932



Série de 4 timbres de la Sarre, poste aérienne 1935

En 1930, les billets usuels français sont utilisés sur ce territoire.

En 1935, la Sarre est rendue à l'Allemagne à la suite de l'organisation d'un plébiscite.

Le reichsmark remplace alors le franc. Le taux de change était de 1 franc pour 0,1645 reichsmark

A la suite de la Seconde Guerre mondiale, la Sarre est rattachée économiquement à la France de 1945 à 1957.

Après la capitulation allemande du 7 mai 1945, la France occupe à nouveau la Sarre. Des zones d'occupation sont délimitées en juillet.

Chacun des États occupants a la charge du service postal dans sa zone.

Dans les zones américaines et britanniques, des timbres « *Am Post Deutschland* » sont déjà prêts ; dans la zone soviétique, l'initiative locale est de mise.

Pour pouvoir à nouveau bénéficier d'un service postal régulier, les Allemands de la zone française (zone nord : actuels Rhénanie-Palatinat et Sarre, et zone sud : sud du Bade-Wurtemberg actuel) attendent jusqu'au 1^{er} septembre 1945.

À cette date, ils ont le droit d'envoyer des cartes postales dans la demi-zone française où ils résident : zone nord ou zone sud. Le 17 septembre, l'usage est étendu à la lettre et aux imprimés toujours dans la demi-zone. Progressivement, en octobre, tout le courrier finit par circuler à l'intérieur de toute la zone française, puis des zones alliées. De fin août à décembre 1945, le paiement de la taxe d'affranchissement est certifié par la marque « *Gebühr bezahlt* » (tarif payé) sur le pli.

La France a refusé les timbres américains et en émet le 17 décembre 1945 avec la mention « ZONE FRANÇAISE ».

Trois séries de timbres sont émises avec des valeurs en pfennig et mark. Les deux premières de petites valeurs (de 1 à 30 pfennigs) représentent les cinq blasons des régions concernées : Bade, Palatinat, Rhénanie, Sarre et Wurtemberg.

Émis le 17 décembre 1945, ils sont repris le 11 janvier 1946 avec de nouvelles valeurs. La troisième comprend des timbres de grand format sur des écrivains allemands : Johann Wolfgang von Goethe en décembre 1945, Friedrich von Schiller et Heinrich Heine le 1^{er} avril 1946.

Ils sont retirés de la vente le 21 juin 1948 puisqu'ils sont remplacés progressivement pendant l'année 1947 par des timbres spécifiques à chaque région, même si l'illustration est souvent identique : Bade (*Baden*), Rhénanie-Palatinat (*Rheinland-Pfalz*) et Wurtemberg (*Württemberg*).



Série de 20 timbres de la Sarre, Les professions, 1947

Par contre, en Sarre, des timbres différents sont émis à partir du 20 janvier 1947. Cette situation philatélique traduit le nouveau statut de la Sarre en tant qu'État sous protectorat de la France, dans l'attente d'un plébiscite. Comme entre 1920 et 1935, ce sont les dessinateurs, graveurs et imprimeries des postes françaises qui sont utilisés pour la réalisation des timbres de Sarre.

Entre janvier et mars 1947, une série de vingt timbres, illustrée de sept types, est mise en circulation : un mineur pour les six petites valeurs (2 à 12 pfennigs), des métallurgistes pour les quatre suivantes (15 à 24 pf.), deux paysannes sur fond de paysage industriel (cinq valeurs de 25 à 50 pf.), la vieille tour de Mettlach (60, 75 et 80 pf.), un 84 pf vertical de grand format à l'effigie du maréchal Ney natif de Sarrelouis et un 1 mark pour un méandre de la rivière Sarre.

Le franc sarrois lié au franc français remplace le Reichsmark en usage depuis 1935, qui est devenu le mark sarrois en juin 1947. Les tarifs postaux sont convertis le 20 novembre 1947.

Treize des timbres de 1947 sont surchargés, les timbres non surchargés sont retirés de la vente le 27 ou le 28 novembre.

Cette émission surchargée est réalisée en deux tirages qui ont créé deux types : chacun des types pour chacun des timbres se distingue par des modifications parfois minuscules dans le dessin. Par exemple, pour les 10 centimes, 60 c. et 1 franc « Mineur », la barre de « SAAR » est plus haute sur le type 2.

Le second tirage étant plus important que le premier, ce sont les timbres de ce dernier qui bénéficient des plus fortes cotes dans les catalogues.

Le 1^{er} avril 1948, arrivent les premiers timbres dessinés directement en franc. Ce sont les seuls à porter la mention « SAARPOST » (poste de Sarre). Ils présentent les principaux thèmes des émissions de 1920-1935 et qui vont suivre jusqu'en 1956 : travailleurs sarrois (mineur, ouvrier, paysanne), paysages industriels, patrimonial (abbaye de Mettlach) et naturel (la vallée de la Sarre et ses forêts).

Les petites valeurs de 10 c., 60 c. et 1 F. incitent à la coopération en montrant une poignée de main.

La même année, pour venir au secours des victimes d'une inondation (*Hochwasserhilfe 1947-1948*), la première émission de bienfaisance représentant des paysages pendant la montée des eaux. Les surtaxes sont désormais imprimées et lisibles sur les timbres. Cette série est également émise sous la forme de deux blocs.



Série de 12 timbres de la Sarre, Saarpost, 1948

La série de bienfaisance du secours populaire (Volkshilfe) reprend en décembre 1949 avec désormais la mention de la surtaxe. Ce sont uniquement des œuvres peintes qui servent d'illustrations, parfois avec une tonalité chrétienne. La dernière émission a lieu le 10 décembre 1956.

À partir d'avril 1950, elle est rejointe par une émission au profit de la Croix-Rouge présentant sur un fond uni des personnes dans le besoin ou une scène d'hôpital pour enfants, et le signe de l'organisme.



Série de cinq timbres de la Sarre, Volkshilfe, 1949

Les paysages industriels et ruraux (avec parfois le fruit de leurs productions) et les monuments figurent toujours sur les timbres de la période du protectorat.



Série de 14 timbres de la Sarre, Paysages industriels et ruraux, 1950

De nouveaux thèmes apparaissent, notamment commémoratifs. Sur des sujets locaux, la foire de Sarrebruck (*Saarmesse*) fait l'objet d'un timbre annuel qui se poursuit pendant la période de transition de 1957 à 1959. Les sports permettent des émissions sur les Jeux olympiques d'été de 1952 à Helsinki et ceux de 1956 à Melbourne.

Quelques personnalités historiques (en dehors des saints de la série *Volkshilfe*) sont honorés de 1950 à 1953 avec le prêtre social Adolf Kolping et le philosophe Peter Wust en 1950, Martin Luther et Jean Calvin pour le 375^e anniversaire de la Réforme, et Henri Dunant pour le timbre *Croix-Rouge* de 1953.

Apparue en Allemagne en 1936 et en France sur timbre en 1944, la Journée du timbre (*Tag der Briefmarke*) est marquée par un timbre annuel de grand format en 1950. Il reproduit une scène du travail d'acheminement du courrier à différentes époques de l'histoire postale.

L'indépendance de la Sarre est montrée par deux émissions : l'anniversaire de la Constitution de 1947 (timbres du 15 décembre 1948) et l'adhésion au Conseil de l'Europe en 1950.



Série de 2 timbres Anniversaire de la Constitution de la Sarre, 1948



Série de 2 timbres Adhésion de la Sarre au Conseil de l'Europe 1950

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France réoccupe la Sarre et y organise un protectorat économique et politique.

Le mark sarrois remplace le reichsmark en juin 1947, avant l'introduction du franc sarrois le 20 novembre 1947 au taux de change de 20 marks sarrois pour 1 franc.

En 1947, de nouveaux billets sont émis : 5, 10, 50, 100 et 1000 francs.



Billet 5 francs Trésor français 1947 avers



Billet 5 francs Trésor français 1947 revers



Billet 10 francs Trésor français 1947 avers



Billet 10 francs Trésor français 1947 revers



Billet 50 francs Trésor français 1947 avers



Billet 50 francs Trésor français 1947 revers



Billet 100 francs Trésor français 1947 avers



Billet 100 francs Trésor français 1947 revers



Billet 1000 francs Trésor français 1947 avers



Billet 1000 francs Trésor français 1947 revers

À partir de 1954, des pièces spécifiques, libellées en franc sarrois, sont frappées : **en 1954, des pièces à 10, 20 et 50 francs**, montrant des installations minières ainsi que l'écusson de la Sarre, puis **en 1955, des pièces à 100 francs**, avec l'écusson contourné d'une couronne.

Ces pièces furent identiques aux francs français de l'époque en taille, poids et alliage métallique, se distinguant uniquement par les motifs.



10 francs sarrois 1954, bronze-alu



20 francs sarrois 1954, bronze-alu



50 francs sarrois 1954, bronze-alu



100 francs sarrois 1955, cupronickel,

Les pièces et billets français étaient acceptés sur le territoire.

À l'inverse, les émissions spécifiques à la Sarre ne pouvaient pas circuler en France, sauf dans les agglomérations frontalières.

À la suite d'un référendum organisé le 20 octobre 1955 auprès de la population locale, **la Sarre retourne à la République fédérale d'Allemagne le 1^{er} janvier 1957.**

L'union douanière entre la Sarre et la France se termine le 6 juillet 1959 : à cette date, le franc sarrois est définitivement remplacé par le Deutsche Mark par un taux d'échange de 100 francs pour 0,8607 marks.

La région de Memel (Lituanie)



Cette région de 2417 km², du sud-est de la côte baltique, retiré à l'Allemagne en 1919 en exécution des clauses du traité de Versailles, **suite à la Première Guerre mondiale**, est administrée par **une commission internationale dont la France** jusqu'en 1923.

Le 15 février 1920, à la mise en œuvre du Traité de Versailles, le pouvoir est transféré aux Français.

Le Gouverneur **ODRY** a été nommé le 23 janvier. Le ministère de la Guerre a choisi un Général de Brigade qui arrive à Memel, flanqué des 700 hommes du 21^{ème} Bataillon de Chasseurs à Pied.

Sa mission est claire : « *il exercera le Commandement des Forces Alliées d'Occupation dans le Territoire de Memel* » et y remplira « *les fonctions d'Administrateur de ce Territoire* » (en bref, il en assure la sécurité).

Par ailleurs il relève directement de la « *Conférence des Ambassadeurs* ». Moins de deux semaines après sa nomination, le Gouverneur alerte la Conférence des Ambassadeurs sur la nécessité de **doter Memel en timbres spécifiques**.

En effet, les timbres utilisés sont des timbres allemands et les habitants s'approvisionnent directement en Allemagne « *au préjudice du Trésor* ».

Il propose dans un premier temps d'acheter au Reich des timbres (à la valeur des frais de fabrication) et de les surcharger de la mention « **MEMEL GEBIET** » en barrant le « *Deutsches Reich* ». Mais il se heurte à un refus des autorités allemandes.

Le 5 mars, il notifie ce refus à la Conférence des Ambassadeurs et renouvelle sa demande, cette fois-ci en timbres français surchargés « MEMEL ».

Plusieurs Merson et Semeuse seront utilisés pendant près de trois années pour cet usage.

 <p>Timbre 60 pfennig rouge Merson 1920</p>	 <p>Timbre 60 pfennig orange Merson 1920</p>	 <p>Timbre 80 pfennig vert Merson 1920</p>
 <p>Timbre 1 mark sépia Merson 1921</p>	 <p>Timbre 2 marks rose Merson 1921</p>	 <p>Timbre 3 marks noir Merson 1921</p>
 <p>Timbre 4 marks orange Merson 1922</p>	 <p>Timbre 10 marks bleu Merson 1922</p>	 <p>Timbre 20 marks vert Merson 1922</p>

Pour la France, comme pour les pays de l'Entente, Memel devait revenir aux Lituanien lorsque les territoires de ces derniers seraient délimités et stables.

Il est vrai que pour le Quai d'Orsay, il ne faisait aucun doute que la Lituanie en tant qu'état indépendant ne pouvait exister. Selon la politique française, la Lituanie devait être soit réincorporée à une Russie débarrassée des bolcheviks, soit unie à la Pologne (la grande "ennemie" historique de la Lituanie).

En janvier 1923, la Lituanie organise une insurrection dans le territoire de Memel car elle craint que le port ne soit sous influence polonaise puisque la solution de plus en plus envisagée fin 1922 préconise le maintien de Memel sous mandat de la Société des Nations avec un Haut-commissaire français (la France mène une politique pro-polonaise afin de dresser entre la Russie bolchevique et l'Allemagne, un cordon sanitaire).

L'administration lituanienne va utiliser les timbres français en les surchargeant « KLAIPEDA » (Memel en lituanien), le grand nombre de timbres émis à Memel s'explique par le fait que l'officier en charge de la Poste était lui même collectionneur.

Le 17 juillet 1920, une émission de timbres est organisée.

Surcharge apposée typographiquement à plat à l'atelier du timbre à Paris sur des feuilles de 150 timbres avec millésimes sur deux lignes en français et une ligne en allemand à l'encre noire brillante.

Il existe 3 planches différentes : 10 pfennig rouge, 20 pfennig bleu, carte timbrée 30 pfennig.



Émission d'avril 1921

Surcharge MEMEL, traits et valeurs avec nouvelle surcharge d'une valeur
La surcharge supplémentaire a été faite en lithographie par l'imprimerie SIEBERT à Memel :



Émission du 15 novembre 1921 :



Émission du 12 septembre 1922

Surcharge apposée typographiquement à plat à l'atelier du timbre à Paris sur des feuilles de 150 timbres avec millésimes sur deux lignes en français et une ligne en allemand à l'encre noire brillante. Le P de Pfennig et le M de Mark sont en majuscules et les lettres sont penchées



25 centimes Semeuse bleu clair surcharge 1 mark

Émission du 26 janvier 1923

Surcharge supplémentaire, 25 à l'encre rouge mate ou Mark à l'encre noire brillante, apposée typographiquement à plat sur feuilles de 150 timbres avec millésimes à l'atelier du timbre à Paris.



25 centimes Semeuse bleue 1 mark surchargé 25 en rouge

L'occupation française en Asie Mineure suite aux deux guerres mondiales

L'île de Castellorizo

Cette petite île du Duodécane de 28 km², appartenant à la Grèce, est **occupée** par les Français et les Anglais de 1915 à 1920 (Première Guerre mondiale).

Du 24 décembre 1915 au 21 août 1920 : l'Angleterre et la France, alliées de l'Italie, y débarquent des troupes.

La Turquie, en représailles face à cette présence, bombarde régulièrement l'île et détruit le navire britannique *HMS Ben-my-Chree* en 1917.

Un bureau de poste français est ouvert. Des timbres de type allégorique et type Merson circulent en 1920 et un type Mouchon en 1921.



Timbre 2 centimes allégorique, surcharge BNF Castellorizo, 1920



Timbre 50 centimes type Merson 1920 surcharge 2 piastres BNF Castellorizo



Série de 6 timbres Semeuse Mouchon surcharge OF Castellorizo 1921

Les Français quittent cette île en 1921.

La Turquie

Suite à la **Première Guerre mondiale**, la ville de **Constantinople**, en **Turquie** est occupée par les troupes françaises, britanniques et italiennes, du 12 novembre 1918 au 23 septembre 1923.

La poste française est présente à Constantinople avec les bureaux de Galata et de Stamboul. Celui de Stamboul n'est ouvert que de 1918 à 1919.



Enveloppe avec cachet du bureau Constantinople-Galata 1920

L'occupation française fait **suite à l'armistice de Moudros** qui met fin à la participation de l'Empire ottoman à la Première Guerre mondiale.

La province turque de **Cilicie** (ville principale : Adana), de la côte sud de l'Asie Mineure, au Nord-Ouest du golfe d'Alexandrette, est **occupée à deux reprises - protectorat français** - par les forces navales françaises en 1919 et de 1920 à 1921.

Des bureaux de poste français sont ouverts de 1919 à 1920. En 1919, ce sont les timbres turcs qui sont utilisés avec une surcharge **TEO** (Territoire Ennemi Occupé) **Cilicie**.



Territoire ennemi occupé

A partir de 1920, les timbres français sont utilisés avec une surcharge : **OMF** (Occupation militaire française) **Cilicie** puis **OF** (Occupation française) **Cilicie**.

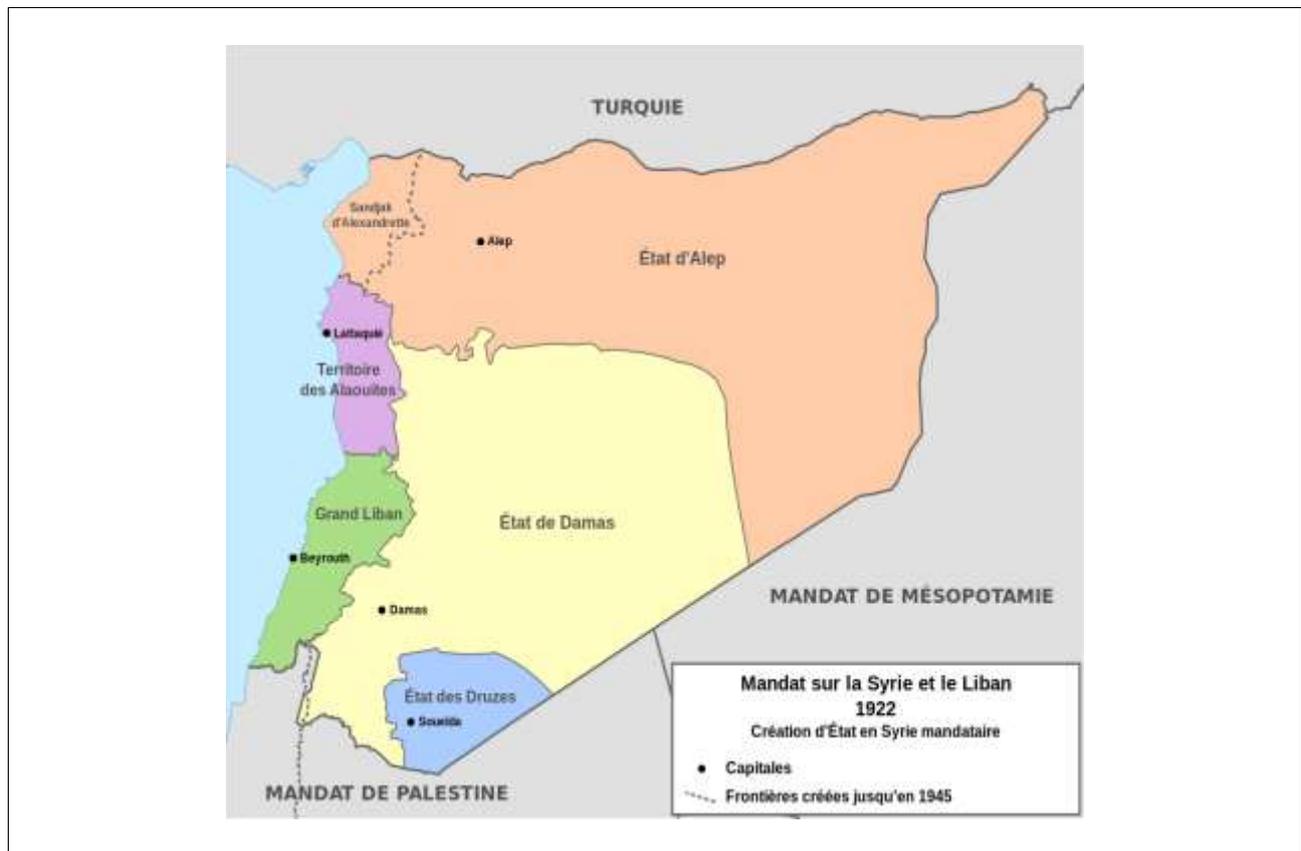


Une population arménienne se maintient dans l'Est de la **Cilicie sous le protectorat français** prolongeant en Turquie méridionale le **mandat français en Syrie** (à la suite de la campagne de Cilicie).

Cette population arménienne se réfugie ensuite dans le Hatay lors du retrait français en 1920, puis en Syrie et au Liban en 1939 lorsque la France cède le Hatay à la Turquie.

Levant français

Le **Levant français** était la partie du Levant incluant **les deux protectorats français** de 1920 à 1946, c'est-à-dire **la Syrie** et le **Liban** dont le nom à cette époque était : **État du Grand Liban**.



La France ouvre des bureaux de 1889 à 1923 sur l'ensemble des territoires du Moyen Orient.



Timbre Paix et commerce 1889
surcharge 1 piastre L



Timbre Merson Levant 1902
surcharge 20 piastres



Timbre Mouchon levant 1906



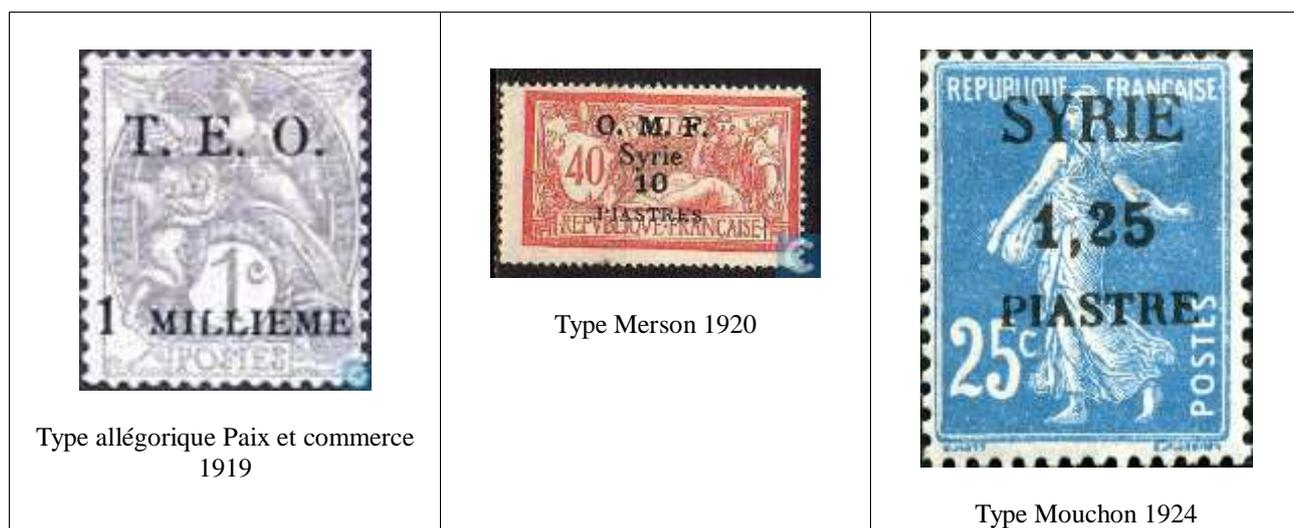
Territoires de Syrie

Syrie

Cette ancienne province turque de 184 000 km², ayant pour capitale Damas, est placée **sous mandat français** en 1919.

La fédération syrienne (Syrie, Alexandrette, Alaouites, Djebel Druz) devient en 1926 la République syrienne.

Des bureaux de poste français sont ouverts de 1919 à 1942.





Série paysages et sites culturels 1925



Série poste aérienne 1925



Série paysages urbains 1926



Série poste aérienne 1926



Série paysages urbains 1930



Série poste aérienne 1931

La Banque de Syrie et du Liban émet un billet et des monnaies spécifiques pour la Syrie.



1 livre syrienne 1939 avers



1 livre syrienne 1939 revers



½ piastre syrienne 1926



1 piastre syrienne 1929



1 piastre syrienne 1940



2 piastres Etat de Syrie 1929



2,5 piastres Etat de Syrie 1929



5 piastres Etat de Syrie 1933



25 piastres Etat de Syrie 1929



50 piastres Etat de Syrie 1929

Durant la Seconde Guerre mondiale, le mandat français cesse au début de 1942.

Ile Rouad en Syrie insulaire

Cet îlot rocheux de 20 ha, situé à 4 km au sud-ouest de Tartous sur la côte syrienne, est occupé en 1915 par la France.

De l'ancienne citadelle, il ne subsiste que des ruines et une tour sur laquelle se trouve le phare.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'île est occupée par les Français qui y débarquent en 1915 pour mener des actions anti-turques.

Lors du **mandat français sur la Syrie**, de 1920 à 1945, les Français ouvrent un bureau de poste dans l'île Rouad : il utilise des timbres français surchargés « Ile Rouad », surtout destinés aux philatélistes.



Type Blanc 1916



Type Merson 1916



Type Mouchon 1916

L'U.P.U (l'Union postale Universelle) demande à la France en 1924 de cesser ces émissions de timbres qu'elle trouve fantaisistes, car d'autres nations peuvent imiter ce modèle, et très peu sont utilisés sur l'île, qui se sert majoritairement des timbres de Syrie.

Depuis 1924, Arouad, ou l'île Rouad utilise donc les timbres syriens, sans surcharge.

En 1945, la France souhaite conserver l'île Rouad (Arouad), et y lancer des travaux pour édifier une base militaire, dans un cadre géopolitique, pour occuper une position militaire dans la région, ce qui implique le départ des pêcheurs locaux.

Mais à la suite de pressions des États-Unis, l'île est cédée sans condition à la Syrie, à la fin de 1945, décision confirmée en 1946.

Terre des Alaouites

Le territoire des Alaouites se trouve en Syrie du Nord, près d'Alep, sa capitale historique et culturelle est Lattaquié.

Au début du XII^e siècle, l'ouest de la région est soumis par les Croisés. Puis le Djebel passe au sultanat ayyoubide et est dominé par les sunnites qui n'imposent pas leur religion.

Les Ottomans occupent la région et les Alaouites se révoltent contre eux, poussés par la misère. Pour résoudre le problème, ces derniers mettent en place un gouverneur alaouite qui finit par devenir trop puissant, ils le destituent et pour soumettre le pays, le ravagent plusieurs fois.

Les Turcs perdant la Première Guerre mondiale, perdent également l'autorité sur ce territoire au profit des Français.

Ce territoire est placé **sous mandat français** en 1919 après la Première Guerre mondiale lorsque la France reçoit le mandat sur la Syrie. La France crée un État qu'elle nomme **État des Alaouites** car la majorité de sa population est de confession alaouite.

En 1930, il devient Territoire ou Gouvernement de Lattaquié.

En complément du nationalisme arabe des sunnites, les Français encouragent pendant l'entre-deux-guerres un particularisme alaouite qui veut faire de ceux-ci un peuple à part entière.

La Poste française est présente de 1925 à 1930.



Série des sites culturels Alaouites 1925



Série poste aérienne Alaouites 1925



Série poste aérienne Alaouite 1926



Série poste aérienne Lattaquié 1930

Le 5 décembre 1936, le territoire est intégré à la Syrie (effectif en 1937).

Territoire d'Alexandrette

Après 1918, le Sandjak est rattaché à la Syrie **sous mandat français** et devient autonome en 1920.

À partir de 1925, le territoire fait partie de l'État d'Alep et entre dans l'État syrien avec un statut spécial : il faisait partie des territoires de la République syrienne sous **mandat français** et jouissait d'un régime autonome au point de vue administratif et financier.

En tant que territoire de la République syrienne, le **Sandjak** participait aux élections législatives et ses députés siégeaient à la chambre syrienne de Damas. Quelques-uns de ces députés firent même partie de certains cabinets syriens en qualité de ministres de l'économie.

En novembre 1937 toutefois, Paris, qui tente un apaisement avec la Turquie, sépare le Sandjak de la Syrie.

Dès 1936 en effet, la Turquie avait fait savoir qu'elle n'accepterait pas que ce territoire où vit une importante minorité turque passe sous le contrôle d'un État syrien indépendant.

Les affrontements se multiplient entre les deux partis, et la Turquie encourage l'installation de Turcs dans la région.

Les élections du 20 mai 1937 montrent à la SDN que 47 % des électeurs sont turcs.

Dès lors, par divers stratagèmes Ankara s'emploie à faire monter ce pourcentage à 55 %, notamment par l'intimidation des électeurs adverses et un afflux de population turque.

En 1938, Alexandrette, ville de Syrie, est **détachée** ainsi que le territoire avoisinant pour former le **Sandjak d'Alexandrette** (Superficie : 4 805 km²).

En 1938, une série de timbres de la Poste française, « Sandjak d'Alexandrette », circule.



En septembre 1938, avec l'accord de la France (dirigée par une majorité parlementaire issue du Front populaire de 1936) et en sous-main de la Grande-Bretagne, la province change de nom et devient **la République du Hatay**.

En effet les deux grandes puissances veulent ménager la susceptibilité de la Turquie, clef de voûte de la politique régionale, voire en faire un allié en cas de conflit avec l'Allemagne hitlérienne.

Les Turcs y sont désormais majoritaires, ils contrôlent les principaux leviers du pouvoir et le parlement de la République du Hatay vote son rattachement à la Turquie le 23 juin 1939.

Celle-ci récupère un territoire de près de 4 700 km², peuplé d'environ 200 000 habitants. **Alexandrette prend le nom d'Iskenderun.**

En conséquence, 15 000 Arméniens (ne restent que les Arméniens du village de Vakif) ainsi que de nombreux autres chrétiens, tant Arabes qu'Assyriens ou Grecs, prennent le chemin de l'exil, laissant derrière eux tout ce qu'ils possédaient.

La troupe française escorte les convois de réfugiés sans toutefois leur porter assistance.

La Turquie attend février 1945 pour déclarer la guerre à l'Allemagne après s'en être tenue à une stricte neutralité pendant toute la durée du conflit.

Territoires du Liban

Le **Grand Liban**, d'une superficie de 10 170 km², ayant pour capitale Beyrouth, est placé sous mandat français en 1922, suite à la **Première Guerre mondiale**.

La Poste française s'installe et utilise quatre séries de timbres de 1924 à 1925.



Série Louis Pasteur Grand Liban 1924



Série bilingue Grand Liban 1924



Série type Merson Grand Liban 1924



Série paysages urbains Grand Liban 1925

La Banque de Syrie et du Liban émet une monnaie « **Grand Liban** » en 1924.



2 piastres syriennes Grand Liban 1924

Le Liban se constitue en République en 1926.

Le deuxième mandat français commence au début de 1942 pendant la Deuxième Guerre mondiale et se termine en 1944.

L'État du Grand Liban est un État autonome qui fait partie de la Syrie (alors administrée par la France sous un régime de Mandat de la Société des Nations) entre 1920 et 1926 et qui prend le nom de **République Libanaise** en 1926.

Les frontières géographiques du « Grand Liban » correspondent à celles du Liban actuel.

L'autonomie du Grand Liban réclamée par la délégation du Mont Liban au début du XX^e siècle, est signée avec la protection de la France, le 20 mai 1919 dans le but de protéger la communauté chrétienne maronite, dominante sur le territoire libanais à cette époque grâce notamment à la protection française.

L'État du Grand Liban est proclamé le 1^{er} septembre 1920 par le général **Henri Joseph Eugène Gouraud**, représentant l'autorité française mandataire sur la Syrie, du haut des marches de la Résidence des Pins à Beyrouth.

La formation du Grand Liban consiste à tracer, dans le territoire de l'Empire ottoman déchu, une frontière séparant un état syrien d'un autre libanais annexant à l'ancienne *moutassarifiya* (circonscription autogérée dans l'Empire ottoman) du Mont-Liban, Beyrouth, les régions de Tripoli, du Akkar, du Hermel et de la Bekaa, ainsi que de Rachaya, Hasbaya, et le Sud-Liban.

Ce tracé avait été souhaité par le patriarcat maronite soucieux de la « viabilité » du futur État libanais, qui ne pouvait être assurée sans les ressources agricoles des territoires ainsi rattachés.

L'État baassiste syrien a souvent considéré ces annexions comme des amputations de la Syrie historique.

Dans les années 1920, le Liban n'accède cependant pas encore à l'indépendance, **le mandat français étant confirmé par la Société des Nations en juillet 1922.**

La première constitution du Liban est proclamée le 23 mai 1926, créant un système parlementaire (initialement bicaméral, mais devenu monocaméral après la suppression du Sénat en 1927) ainsi que des postes de Président de la République et de chef du gouvernement.

Le pays prend alors le nom de République libanaise en 1926.

Des pièces sont émises par la Banque de Syrie et du Liban, sur demande de la France qui exerce toujours un contrôle sur le territoire, en 1929 et en 1931.



En 1939, un billet d'une livre du Liban, est émis par la Banque de Syrie et du Liban, sur demande de la France pour ce territoire libanais où elle exerce toujours un contrôle.



De 1934 à 1936, **Habib Pacha es-Saad** devient le président de la République libanaise.

Le 13 novembre 1936, un traité franco-libanais reconnaît l'indépendance du pays. Il est approuvé à l'unanimité par la chambre libanaise le 17 novembre 1936 dans l'euphorie.

Le traité n'entrera cependant pas en application car il n'est pas ratifié par l'assemblée nationale française sous la pression de l'armée. L'indépendance ne sera effective qu'à partir du 22 novembre 1943.

En 1940, des pièces mentionnant « Etat du Grand Liban » et « République libanaise » sont émises par la France.



En 1941, l'invasion de la Syrie et du Liban par les Alliés entraîne l'élimination des autorités françaises vichystes. Sous la pression des Britanniques, les représentants de la **France libre** donnent leur accord de principe pour l'indépendance de la Syrie et du Liban, **mais tentent de maintenir le contrôle français.**

En 1942, la Banque de Syrie et du Liban émet une série de billets à la demande de la France qui est toujours présente sur ce territoire.





Billet 25 piastres République libanaise 1942 avers



Billet 25 piastres République libanaise 1942 revers



Billet 50 piastres République libanaise 1942 avers



Billet 50 piastres République libanaise 1942 revers

En août 1943, le chrétien maronite **Béchara el-Khoury** s'entend avec d'autres notables comme le musulman sunnite **Riyad es-Solh** pour partager le pouvoir entre les communautés, la présidence de la République étant réservée aux maronites, la présidence du conseil aux sunnites, et la présidence de la Chambre aux chiïtes.

Béchara el-Khoury, élu président de la République le 21 septembre 1943, s'affirme aussitôt comme un **adversaire résolu du mandat français**.

Jean Helleu, nommé par la France libre représentant au Levant, s'oppose à la modification de la constitution : la Chambre de Beyrouth passe outre et **abolit le mandat français en novembre**.

Le 11 novembre, **Helleu** fait arrêter **Béchara el-Khoury** et le chef du gouvernement **Riyad es-Solh**. **Émile Eddé** redevient **chef de l'État**.

Un gouvernement « national » libanais se constitue aussitôt dans la montagne, soutenu par le président syrien **Shukri al-Kuwatli** et par les Britanniques.

Des manifestations violentes éclatent dans tout le pays. Georges Catroux est envoyé d'urgence à Beyrouth pour rétablir le statu quo.

Le 22 novembre 1943, les Français libèrent les dirigeants politiques prisonniers et acceptent le principe de l'indépendance.

C'est la date anniversaire que les Libanais ont retenue pour fêter l'indépendance du pays.

Dans les mois suivants, la France transfère toutes les compétences étatiques aux gouvernements syriens et libanais.

L'indépendance politique du Liban est officielle le 1^{er} janvier 1944.

La France conserve cependant jusqu'à la fin de la guerre le contrôle des troupes spéciales du Levant et conditionne toujours l'indépendance à la conclusion d'un traité.

Les dernières troupes françaises quittent le Liban en 1946.

Il existe encore d'autres formes de présences françaises dans le monde : celles, officieuses, d'aventuriers qui se sont autoproclamés rois.

Isabelle Lerquet